



## Centralisation sur Vaud et Zurich

# Genève et Berne exigent de la SSR un gel des transferts



Les conseillers d'État genevois et bernois Serge Dal Busco et Christoph Ammann montent au front avec le sénateur Beat Vonlanthen (de g. à dr.) contre les délocalisations de la SSR. KEYSTONE/ALESSANDRO DELLA VALLE



## Les deux Cantons accusent la SSR de bafouer l'esprit suisse et de snober «la plus grande ville romande» et la capitale politique

Arthur Grosjean Berne

**U**ne colère froide. C'est ce qui curieusement transpirait mardi à la conférence de presse des Cantons de Genève et de Berne. Serge Dal Busco, vice-président du gouvernement genevois, avait fait le voyage dans la capitale pour tailler un costard à la SSR. Rejoint par Christoph Ammann, le président du gouvernement bernois, il a dit tout le mal qu'il pensait de la centralisation de l'information dans les cantons de Vaud et de Zurich.

Ce coup de gueule ne doit rien au hasard. Ce mercredi, le Conseil des États doit discuter de l'initiative parlementaire de Beat Vonlanthen (PDC/FR). Celui-ci veut que la SSR garantisse une diversité médiatique. Comment? Dans la partie francophone, la SSR devrait produire «la majeure partie de ses offres audiovisuelles sur le site de Genève et la majeure partie de ses offres audio sur le site de Lausanne». Dans la partie allemande, Zurich piloterait l'audiovisuel et Berne l'audio. Au Conseil national, plusieurs poids lourds, comme les présidents de l'UDC, du PDC et des Verts, ainsi que le vice-président du PS, demandent peu ou prou la même chose.

### Où est l'économie?

«Nous ne comprenons pas la logique de la SSR, explique Serge Dal Busco. Elle devrait contribuer à la cohésion nationale. Or elle imite le privé et concentre ses moyens sur Lausanne et Zurich. Ce faisant, elle

néglige la plus grande ville de Suisse romande.» Il ne voit pas non plus la logique financière d'un transfert de 200 postes de Genève vers l'EPFL alors que la tour TV a été rénovée à grands frais et que l'État de Genève met à disposition les terrains gratuitement. Mais ce qui énerve particulièrement Dal Busco, c'est que les Cantons soient considérés comme des gêneurs. «La SSR ne nous dit rien sur ses plans stratégiques, qui restent flous. Elle réfléchit dans son coin et nous communiquera sa décision en septembre. Cela ne va pas!»

Vonlanthen, un PDC fan de la SSR selon ses dires, estime que la centralisation bafoue l'esprit suisse. Et il dénonce les manœuvres du directeur Gilles Marchand. «Il disqualifie nos critiques en prétendant qu'elles émanent de «politiciens locaux». Et il annonce vouloir tuer dans l'œuf les interventions parlementaires grâce au lobbying.» Selon lui, tout cela représente une «claque» au visage de ceux qui ont soutenu la SSR lors de la campagne de «No Billag». Christoph Ammann, marié que la capitale politique soit snobée, estime que la seule solution pour la SSR de regagner la confiance est d'annoncer un gel des transferts et d'ouvrir un débat de fond.

«La SSR ne nous dit rien sur ses plans stratégiques. Elle réfléchit dans son coin et nous communiquera sa décision en septembre. Cela ne va pas!»

**Serge Dal Busco** Conseiller d'État genevois

Est-ce bien réaliste? La SSR ne devrait pas se faire taper sur les doigts ce mercredi aux États. La Commission des télécommunications recommande le rejet de l'initiative Vonlanthen par un sec 12 voix contre 1. Un vote que Vonlanthen explique par l'intense lobbying de la SSR et ses menaces voilées. «La direction de la SSR laisse entendre que si les sites genevois et bernois sont épargnés, les régions périphériques pourraient trinquer. Cela met mes collègues sous pression.» Debout, appuyé contre un mur de la salle de la conférence de presse, le directeur de la communication de la SSR, Edi Estermann, ne perd pas un mot de ce qui se dit.

### «Une victoire à la Pyrrhus»

«La SSR remportera une victoire à la Pyrrhus», prédit Christoph Ammann. Il estime que son capital confiance auprès des élus va s'éroder. Et des initiatives, comme celle de l'UDC pour diminuer la redevance à 200 francs, pourraient alors avoir plus de succès que «No Billag». Un scénario qui n'effraie pas vraiment la SSR, qui estime que sa mission est de réaliser, comme promis, des économies (*lire l'encadré*).



## «L'initiative fige la SSR dans un modèle des années 60»

● La SSR estime que les critiques à son endroit sont injustifiées. Interview de Sophie Balbo, porte-parole de la RTS.

### Pourquoi voulez-vous délocaliser l'actu, dont le «19 h 30», de Genève à l'EPFL alors que vous avez investi massivement dans la rénovation de la tour?

La rédaction de l'actualité ne se trouve pas dans la tour mais dans un bâtiment adjacent. D'autre part, nous ne délaissions pas la tour puisqu'il est prévu de conserver entre 900 et 1000 collaborateurs à Genève.

### Combien de postes sont concernés dans le transfert Genève-Vaud?

Si le regroupement des rédactions de l'actualité sur le site de l'EPFL se concrétise, l'opération impliquera le transfert d'environ 200 personnes de Genève sur ce site. Les deux sites de Genève et d'Écublens devraient ainsi être équilibrés.

### Genève et Berne vous reprochent d'être flous dans les chiffres et de refuser obstinément le dialogue.

Nous sommes ouverts au dialogue. Des rencontres ont lieu régulièrement avec les autorités bernoises et genevoises depuis plusieurs mois, et elles se poursuivront naturellement. Par rapport aux chiffres, il est difficile d'être plus précis, vu que différents scénarios existent et que nous attendons que les initiatives parlementaires soient traitées. D'autre part, le nouveau bâtiment à Écublens sera disponible en 2024, soit dans cinq ans. Difficile dès lors d'être plus précis.

### Les deux Cantons vous accusent de centraliser l'info à Lausanne et à Zurich comme les médias privés, et donc de bafouer le fédéralisme.

La SSR, avec 7 sites principaux et 17 studios régionaux, est une entreprise décentralisée par nature. La RTS n'est ni genevoise ni lausannoise, elle est romande et même suisse. Le regroupement éventuel de l'actualité TV, radio et digital à Lausanne nous localiserait au cœur de la Suisse romande, tout en gardant, pour l'actualité, un studio plurimédias à Genève. Nous envisageons par ailleurs de renforcer notre couverture de l'actualité genevoise en créant un pôle média pour la Genève internationale.

### Ce mercredi, le Conseil des États vote sur une proposition qui demande que la SSR produise la majeure partie de ses offres audiovisuelles sur le site de Genève et la majeure partie de ses offres audio à Lausanne. Un cauchemar dirigiste pour vous?

Si elle devait être acceptée, cette initiative figerait l'organisation de la RTS dans un modèle des années 60, où internet n'existait pas, et où la radio et la TV étaient des médias séparés.

### Ne craignez-vous pas une victoire à la Pyrrhus? Vous allez gagner au parlement mais fragiliser à l'avenir les soutiens à la SSR et à sa redevance.

Les Romands n'ont pas voté contre «No Billag» pour que rien ne change, mais pour que la SSR s'adapte à l'évolution des médias et des habitudes du public qui nous suit toujours plus sur internet. C'est ce qu'on

essaie de faire à travers une organisation qui répond à la convergence nécessaire des médias. Rassembler les rédactions TV, radio et multimédia de l'actualité sur un seul site permettrait d'enrichir notre couverture des différentes régions, de développer des centres de compétence et de répondre aux attentes de nos publics.

**AR.G.**



**Sophie Balbo**  
Porte-parole  
de la RTS